**Allocution de Fred van Leeuwen au congrès du SNES**

Grenoble, 30 mars 2016

C’est pour moi un privilège d’être présent parmi vous à cet important Congrès, en des temps difficiles.

Les récents attentats de Bruxelles nous ont rappelé, une nouvelle fois, combien nos sociétés se sont fragilisées.

Nous nous joignons à l’indignation générale face à ces attentats impardonnables et odieux, tout comme nous l’avions fait en novembre à Paris et en de si nombreuses occasions aux quatre coins du monde. Et, une fois de plus, nous avons le cœur brisé en pleurant les victimes et en exprimant toute notre solidarité à leur famille.

Les terroristes sèment délibérément la terreur afin d’ébranler la démocratie et de semer la tyrannie. Quiconque veut faire cesser le terrorisme doit éviter de faire le sale travail pour les terroristes. La sécurité est essentielle. Elle coûtera de l’argent, mais le prix à payer pour une vraie sécurité n’est pas la perte de la liberté.

Des leçons doivent être tirées de ces temps difficiles.

L’une d’elles est que les frontières ne signifient plus grand-chose. Aucun fil barbelé, aucune répression ne résoudra ce problème. Et renvoyer les réfugiés est non seulement une erreur, mais cela revient à blâmer les victimes pour le crime commis.

Depuis sa création et même avant, le SNES s’est engagé au niveau européen et international. Cela fait partie de votre ADN…

Cet engagement contribue à faire de l’IE un instrument encore plus fort pour les organisations membres, notamment grâce à votre précieux travail au sein de la communauté francophone. Et, pour citer un autre exemple majeur de solidarité internationale, vous avez été l’un de nos affiliés les plus actifs dans le soutien aux enseignantes et enseignants kurdes en Turquie. Les Kurdes, en Turquie et ailleurs, sont des victimes non seulement de la répression menée par le gouvernement, mais aussi de calculs et d’accords géopolitiques. La tragédie qu’ils vivent n’est qu’un exemple de l’incapacité de nos « dirigeants » mondiaux actuels à diriger.

Défendre la démocratie n’équivaut pas à défendre le statu quo. Nous devons analyser avec un sens critique comment et pour qui nous sommes gouvernés.

Bien qu’imparfaites, les « Trente Glorieuses » ont fait progresser la société vers la justice sociale, vers le respect des droits de l’homme, y compris les droits syndicaux, et elles ont mené à l’égalité. C’est cela que signifiait le « développement » après la guerre.

Aujourd’hui, nous semblons avoir atteint un stade de détricotage du développement. Dans la plupart des grands pays développés, l’inégalité a atteint les niveaux honteux des années 1920. Avec des conséquences politiques similaires.

On nous dit que l’inégalité est nécessaire à la croissance économique – une inégalité synonyme de disparité de revenus, mais aussi de différences en termes de droits. Ce sont les gens qu’on sacrifie, mais au profit des autres. On devrait protéger les plus privilégiés d’entre nous, alors que les nations rivalisent pour rendre les marchés du travail plus flexibles et le travail des gens plus précaire.

Ces politiques suscitent la colère chez certaines personnes, mais, plus dangereusement, elles suscitent aussi de l’apathie et du cynisme envers le gouvernement et les institutions en général. Nous voyons la vérité toute simple dans les salles de classe. L’inégalité n’est bonne ni pour les personnes, notamment celles qui sont marginalisées, ni pour l’économie.

L’un de nos combats pour l’égalité est notre lutte pour une éducation de qualité. Ce n’est pas un luxe. Ce n’est pas le droit de certaines régions, le patrimoine de certaines villes ou un code postal. Pour la survie même de la planète, les jeunes doivent jouir de l’équité dans un avenir commun, financé par tous par l’intermédiaire du gouvernement.

George Orwell a écrit : « Mais si la pensée corrompt le langage, le langage peut aussi corrompre la pensée ». C’est une erreur de croire qu’Orwell ne parlait que du totalitarisme ou du passé. Prenez le mot « réforme ». Dans le passé, il était généralement associé au progrès social, à davantage d’égalité, à davantage de justice. Aujourd’hui, le mot « réforme » est presque toujours synonyme de recul.

Et, dans l’éducation, une « réforme » signifie trop souvent détruire et non construire. Nous devons énoncer clairement et lutter pour les valeurs syndicales et les valeurs de notre profession. Je suis convaincu que si nous persistons et ne nous décourageons pas, nous gagnerons.

Nous voulons que nos écoles, depuis les établissements d’accueil de la petite enfance jusqu’aux établissements d’enseignement supérieur et aux universités, soient accessibles à tous. L’éducation n’est pas un prospectus, ce n’est pas un bien, c’est un droit fondamental. Comme dans la campagne « Uni(e)s pour une éducation de qualité », nous continuons de prôner un enseignement de qualité, des outils de qualité et des environnements d’apprentissage sûrs et sains. Et, malgré les obstacles, notre mobilisation paie.

Nous avons progressé, notamment dans la reconnaissance internationale de l’IE et de nos politiques aux Nations Unies et à l’OCDE, mais il reste encore 58 millions d’enfants non scolarisés, tandis que plus de 250 millions d’autres ne terminent pas leurs études primaires. Les exclus sont toujours les pauvres, les filles, les enfants handicapés, les enfants des zones rurales, les enfants vivant dans des zones de conflit ou d’après-conflit, les réfugiés et les migrants, notamment.

Mais d’aucuns voient ces échecs comme de nouveaux débouchés commerciaux. Ils tournoient comme des vautours au-dessus de nos systèmes éducatifs. À leurs yeux, l’éducation n’est que du « business ». Comme l’a déclaré le voleur de banques américain, Willie Sutton, en réponse à la question de savoir pourquoi il cambriolait des banques : « Parce que c’est là que se trouve l’argent ».

Il ne suffit pas de lutter contre les prestataires privés de services éducatifs. Nous combattons en fait tout un mode de pensée, un dogme. Ce qui est privé est bon. Ce qui est public est mauvais. Les enseignantes et les enseignants doivent être motivés, non par de grands idéaux et une bonne formation, mais par la crainte d’évaluations mécaniques, dépourvues de passion. Il ne suffit pas d’avoir les meilleurs arguments. Nous devons également lutter contre la corruption de la pensée par le langage.

Les élèves ne sont pas des produits et nous ne sommes pas des agents de prestation de services. Nous sommes des professionnels. L’idée que l’on puisse améliorer d’une manière ou d’une autre la qualité en introduisant des tests normalisés, des tableaux de classement et des salaires proportionnels aux performances, en classant les écoles, en procédant à des mesures, est une absurdité sans nom. Cela aboutit à des enseignantes et des enseignants en colère, à des chefs d’établissement frustrés et à beaucoup de paperasserie.

Par ailleurs, la déshumanisation et la déprofessionnalisation de l’enseignement n’attireront pas des jeunes talentueux vers notre profession et ne contribueront pas à retenir les bons professionnels.

Le renforcement de notre profession, la revalorisation du statut des enseignantes et des enseignants et la protection de nos systèmes éducatifs requièrent des syndicats enseignants forts et indépendants, tant dans les économies industrielles que dans les démocraties émergentes et les pays à faible revenu.

Nous réunissons le meilleur du mouvement syndical et le meilleur du monde enseignant. L’éducation, à son meilleur niveau, est synonyme de pensée critique, d’action, de valeurs fortes et positives. Le syndicalisme a à voir avec les droits, la justice sociale et l’équilibre des pouvoirs. En combinant ces deux cultures, nous pouvons contribuer à retisser la société, à bâtir la démocratie et à remplacer le désespoir par l’espoir.

Nous pouvons le faire ! Et nous le ferons.

Je vous souhaite plein succès dans votre Congrès !